

Brochure n° 3218

Convention collective nationale

IDCC : 1261. – **CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS**

AVENANT N° 11-08 DU 17 DÉCEMBRE 2008

RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : *ASET0950164M*

IDCC : 1261

Suite au refus d'extension de l'avenant n° 04-2008, les partenaires sociaux décident de signer un nouvel accord.

PREMIÈRE PARTIE

Modifications de l'article 4 « Commission paritaire nationale emploi formation » de la convention collective nationale du 4 juin 1983.

Article 1^{er}

Un texte introductif nouveau à l'article 4 est ajouté. Il est inséré avant l'article 4.1 et rédigé comme suit :

« Les commissions paritaires de l'emploi ont été instituées par l'accord national interprofessionnel du 10 février 1969 relatif à la sécurité de l'emploi. La réforme de la formation professionnelle de 2004 a renforcé leurs missions dans la mise en œuvre des nouvelles mesures au niveau des branches professionnelles et des territoires.

Dans ce cadre et compte tenu de la volonté des organisations signataires de la convention collective de développer la qualification de l'emploi et la professionnalisation des acteurs de la branche, la commission paritaire nationale emploi formation (CPNEF) a été créée par l'avenant du 29 mai 1990.

Elle définit les orientations et les priorités de la branche en matière de formation. Pour ce faire, elle peut mettre en œuvre les dispositifs lui permettant d'identifier les besoins des employeurs et des salariés du secteur, et y répondre au niveau national et régional. Elle s'appuiera notamment sur les travaux de l'observatoire de l'emploi et de la formation. »

Article 2

L'article 4.5 « Litiges et contrôle » devient l'article 4.6 « Litiges et contrôle ».

Article 3

Un nouvel article 4.5 « Financement des dispositifs de soutien au développement de l'emploi et de la formation » est créé et rédigé comme suit :

« Dans le but de répondre à la volonté des partenaires sociaux définie en introduction du présent article 4, la CPNEF peut concevoir et mettre en place des dispositifs visant au développement de la formation professionnelle et au soutien de l'emploi au niveau national et régional.

Aussi, est créé un taux de prélèvement permettant à la CPNEF de financer des dispositifs de soutien au développement de l'emploi et de la formation de la branche.

A ce titre, tous les employeurs, quel que soit le nombre de salariés, doivent cotiser 0,2 % de la masse salariale brute annuelle. Cette contribution sera collectée par un organisme extérieur avec lequel une convention sera établie. »

DEUXIÈME PARTIE

Modifications du chapitre VIII « Formation professionnelle » de la convention collective nationale du 4 juin 1983.

Article 1^{er}

L'article 2.1 « Taux » du chapitre VIII de la convention collective nationale est ainsi rédigé. Il annule et remplace le précédent.

« Tous les employeurs de la branche, quel que soit le nombre de salariés, doivent consacrer à la formation professionnelle continue :

- 2,1 % de la masse salariale brute annuelle ;
- 1 % de la masse salariale brute annuelle des contrats à durée déterminée.

Ces versements incluent les obligations légales. »

Article 2

L'article 2.3 « Employeurs de 20 salariés et plus » du chapitre VIII de la convention collective nationale est ainsi rédigé. Il annule et remplace le précédent.

« Dans le cadre de l'obligation définie à l'article 2.1, les employeurs occupant 20 salariés et plus, tels que définis par la loi, doivent consacrer :

- 0,5 % de la masse salariale brute annuelle au titre de la professionnalisation ;
- 0,2 % de la masse salariale brute annuelle au titre du congé individuel de formation.

Le solde de l'obligation prévue à l'article 2.1 sera consacré au plan de formation.

Est laissé à la libre disposition de l'employeur 0,1%. »

Article 3

L'article 2.4 « Employeurs de moins de 20 salariés » du chapitre VIII de la convention collective nationale est ainsi rédigé. Il annule et remplace le précédent.

« Dans le cadre de l'obligation définie à l'article 2.1, les employeurs occupant moins de 20 salariés, tels que définis par la loi, doivent consacrer :

- 0,15 % de la masse salariale brute annuelle au titre de la professionnalisation.

Le solde de l'obligation prévue à l'article 2.1 sera consacré au plan de formation.

Pour les employeurs de 10 salariés et plus, est laissé à la libre disposition 0,1 %.

Article 4

L'article 3 « Financement du développement de la formation » est abrogé.

Article 5

L'article 4 « Commission et plan de formation de l'entreprise » devient l'article 3.

TROISIÈME PARTIE

Modalités de dépôt et d'entrée en vigueur

Article 1^{er}

Le présent avenant est applicable au 1^{er} janvier 2009.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Les signataires demandent l'extension du présent protocole d'accord dans les conditions fixées aux articles L. 2261-15, L. 2261-24 et L. 2261-25 du code du travail.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 17 décembre 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SNAECSO.

Syndicats de salariés :

Fédération nationale des services de santé et des services sociaux
CFDT ;

Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de
l'action culturelle (USPAOC) CGT ;
Fédération santé et sociaux CFTC ;
Fédération nationale de l'action sociale CGT-FO ;
Fédération française de l'action sociale et de la santé CFE-CGC.